



Mardi 13 juin 2017

La désunion et la confusion ont provoqué l'élimination de la gauche dans la neuvième circonscription

Les électeurs ont choisi, dans la neuvième circonscription du Val d'Oise comme partout en France, les candidats de la République En Marche. Outre l'abstention record qui remet en cause la représentativité de la nouvelle Assemblée, le principal message de cette élection est l'élimination quasi-complète des candidats du parti socialiste et de la gauche plus largement. J'avais lancé à la veille du dépôt des candidatures un appel à l'unité et à une candidature unique à gauche. Je déplore aujourd'hui que l'émiettement des voix entre les candidats permette au candidat des républicains d'affronter la candidate de la majorité présidentielle au second tour dans une circonscription qui penche traditionnellement à gauche.

Avec pas moins de 8 candidats, la gauche et les écologistes ont fait le choix de la division pour les résultats qu'on connaît : une victoire annoncée pour la majorité présidentielle et le pluralisme à l'Assemblée en péril. Pourtant les électeurs n'ont pas désaouvé la gauche et les valeurs qu'elle défend. **J'en veux pour preuve le score cumulé des huit candidats qui représente un peu plus de 30% des suffrages exprimés et qui aurait permis à un candidat unique de se qualifier au second tour, voir même de finir devant la candidate LREM.**

Nous payons aujourd'hui le prix des dissensions et d'un quinquennat qui laisse la gauche dans un état de délabrement total. Car oui, il faut le dire, ce résultat ne se résume pas à une adhésion d'une majorité des Français au programme d'Emmanuel Macron, il est avant tout un message fort envoyé au parti socialiste qui a déçu les espoirs placés en lui. La politique menée par François Hollande et Manuel Valls qui ont tourné le dos aux engagements pris en 2012 aura servi de marchepied au nouveau président. Leur responsabilité dans la crise que traverse actuellement la gauche est immense, n'en déplaise à ceux qui voudraient désigner les frondeurs comme seuls responsables. Les électeurs de gauche se sont sentis trahis, dépossédés de leur scrutin et ne se sont pas mobilisés pour faire vivre le pluralisme à l'Assemblée.

Et comment les en blâmer quand, dans notre propre circonscription, le candidat socialiste n'a pas été capable de choisir entre la gauche et Emmanuel Macron ? **Tantôt se déclarant « En marche à gauche », tantôt se déclarant héritier de mon action (qui n'est en rien compatible avec la majorité présidentielle), il n'aura fait qu'ajouter à la confusion. Pis, il aura fait preuve d'une malhonnêteté intellectuelle qui s'apparente à un mensonge éhonté auprès des électeurs en tentant de récupérer mon bilan. Dans une période de moralisation de la vie publique ce procédé paraît en décalage total avec les pratiques de transparence que réclament les citoyens.**

Les 5% qu'il a récoltés lors de ce premier tour prennent tout leur sens quand, et il l'explique très bien lui-même sur facebook, les électeurs ont préféré voter pour l'original (LREM) plutôt que la copie. Les choses auraient pu être différentes si le choix avait été fait d'ancrer clairement sa campagne à gauche, en témoignent le score de la France Insoumise et des autres candidats. Mais, à l'instar de ces « figures » politiques dont il pleure l'élimination, il aura incarné durant cette campagne ce qui fait aujourd'hui du PS une force anecdotique dans une Assemblée monocolore : un candidat en marche mais lentement, de gauche mais pas vraiment, mais éliminé certainement. Sans doute aurait-il préféré obtenir cette étiquette majorité présidentielle qu'il a tant réclamé au moment des investitures plutôt que d'être obligé de tenter d'attraper le train en marche.

Ces résultats font peser une épée de Damoclès sur l'avenir de la gauche, d'autant que les rares candidats socialistes arrivés en tête au premier tour le sont sur des circonscriptions « épargnées » par LREM. La majorité présidentielle ne devrait alors pas trop souffrir de l'opposition lorsque l'on sait que ces députés « de gauche » ne manqueront pas de voter les lois et d'appuyer l'action du gouvernement. Tout est aujourd'hui à reconstruire, loin, je l'espère, de ces hommes qui se réclament du parti de Jaurès mais n'auront eu de cesse que de le trahir. Il nous appartient désormais de dialoguer, de s'organiser avec les différentes composantes de ce qu'il reste de la gauche pour ne pas avoir à revivre dans 5 ans le triste spectacle de la trahison et de la désunion qui ne peut être que synonyme de disparition.